



Par
Sabahudin Softic
Fondé de pouvoir
Gestion & analyses
CONINCO Explorers in finance SA

Les (semi) bonnes nouvelles monétaires mitigées par les risques politiques



© Hedgeye Risk Management, LLC with permission granted by Hedgeye, reproduction and republication is expressly prohibited
- "Les plus hauts sont à un plus haut."

En ce mois de juin, les marchés étaient focalisés sur les diverses réunions des banques centrales. Tout le monde se demandait si ces dernières allaient baisser leurs taux directeurs ou du moins faire passer un message concernant de futures baisses cette année. Dans l'ensemble, on peut dire que les instituts monétaires n'ont pas déçu, puisque à la suite des différentes réunions de cette fin de 1^{er} semestre, la plupart d'entre eux ont désormais entamé une phase d'assouplissement monétaire. Parmi les rares n'ayant pas encore franchi le pas, il reste notamment la Réserve fédérale américaine (FED). Cela dit, après la réunion de juin, ainsi qu'à la publication des dernières données concernant l'inflation, les marchés anticipent des baisses à venir du taux directeur de la FED d'ici la fin de l'année. Dans l'ensemble, les indicateurs semblaient donc au vert et les marchés actions pouvaient tranquillement poursuivre leur hausse quasi constante de ces derniers mois.

Mais des risques sont venus de là où on ne les attendait pas, à savoir les élections européennes qui se sont déroulées du 6 au 9 juin. Les élections du parlement européen qui se déroulent tous les 5 ans ont généralement très peu d'impact sur les marchés financiers. En effet, même si l'entité « Union européenne » a pris de plus en plus de pouvoir politique ces dernières années, le parlement en tant que tel a encore un pouvoir relativement limité. Ce dernier élit théoriquement la Commission européenne qui elle exerce le véritable pouvoir politique de l'Union. Cela dit, la Commission européenne est élue sur proposition du Conseil européen qui est lui-même composé des différents chefs d'État des 27 pays membres qui ont chacun leurs propres calendriers politiques.

C'est ainsi que les élections du Parlement européen n'apportent généralement que peu de surprises. Et quand elles en

apportent (montée de tel ou tel parti populiste ou eurosceptique, etc.), elles sont généralement sans conséquences immédiates majeures comme expliqué plus haut. Les électeurs en sont conscients et utilisent généralement ces élections à l'échelon européen comme un vote de protestation. Souvent, les résultats des élections européennes présentent une image très différente de ce qui se retrouve lors d'élections nationales. C'est l'occasion pour les électeurs d'exprimer un ras-le-bol sans que cela entraîne des conséquences concrètes. Mais cette fois-ci c'était différent. Non pas en raison des élections européennes elles-mêmes, mais plutôt de leurs conséquences sur la politique interne d'un des États piliers, à savoir la France.

Le soir des résultats des Européennes pour la partie « France », il est ressorti une victoire du parti « Rassemblement national » (RN), un des principaux partis d'opposition au parti présidentiel français. Le RN est ainsi devenu le premier groupe français au sein du nouveau parlement européen. Le soir même, le président français, Emmanuel Macron, a annoncé à la surprise générale la dissolution du Parlement français et l'annonce de nouvelles élections nationales pour les 30 juin et 7 juillet 2024. En effet, en France comme c'est le cas dans d'autres pays, le président a un droit constitutionnel de dissoudre le parlement et appeler à de nouvelles élections une fois lors de son mandat de 5 ans.

Le principal risque politique pour la France (et par ricochet pour l'Europe en raison du rôle central de l'Hexagone) est que le pays devienne difficilement gouvernable à la suite de ces élections nationales anticipées. En effet, sans majorité claire d'un seul parti politique, il conviendra de créer une coalition gouvernementale par définition fragile. Le principal risque est un blocage politique, car le président ne pourrait dissoudre le parlement une nouvelle fois que dans un an.

Cette divergence entre bonnes (banques centrales) et mauvaises nouvelles (risques politiques) a résulté en des divergences au niveau de l'évolution des marchés actions durant le mois écoulé. C'est ainsi que les actions européennes ont terminé le mois sur une performance négative de 2,59% (*MSCI Europe net Index, en CHF, source Refinitiv*), tandis que l'indice global a terminé en hausse de 1,86% (*MSCI World All Countries Index, en CHF, source Refinitiv*). L'indice global a une nouvelle fois été tiré principalement par l'indice des actions américaines, ayant une nouvelle fois atteint un plus haut historique. Cette hausse repose elle-même sur quelques sociétés dont l'emblématique Nvidia, chouchou des marchés en raison de son rôle dans la thématique « intelligence artificielle ». Au mois de juin, la capitalisation de ce producteur de cartes graphiques (réputées comme étant les meilleures du marché) a dépassé les 3'000.- milliards de dollars, soit l'équivalent d'un peu plus de 10% du PIB américain.

On dit que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, mais là on aurait presque quelques doutes... ■